Document generated on 05/09/2025 6:25 p.m.

Recherches sociographiques

Raphaël Canet, préface de Gilles Bourque, *Nationalismes et société au Québec*, Outremont, Athéna, 2005, 232 p.

Luca Codignola

Volume 47, Number 1, janvier–avril 2006

URI: https://id.erudit.org/iderudit/013654ar
DOI: https://doi.org/10.7202/013654ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Codignola, L. (2006). Review of [Raphaël Canet, préface de Gilles Bourque, *Nationalismes et société au Québec*, Outremont, Athéna, 2005, 232 p.] *Recherches sociographiques*, *47*(1), 166–168. https://doi.org/10.7202/013654ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2006

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

avez déjà lu la majorité des articles et chapitres du recueil, dites-vous que les textes ont subi de très nombreuses modifications et actualisations et que le travail exceptionnel d'édition fera de votre relecture une expérience stimulante. Depuis que, dans les discours officiels de l'après-guerre, le « problème autochtone » est devenu la « question autochtone », il n'a pas cessé de poser un défi à la conscience canadienne. Malgré la minceur de la philosophie politique sur laquelle il s'appuie, ou peut-être pour cette raison même, l'ouvrage de Simard nous aide, avec d'autres livres parus récemment, à relever ce défi.

Jean-Philippe WARREN

Titulaire de la Chaire d'études québécoises,
Université Concordia.

Raphaël CANET, préface de Gilles BOURQUE, *Nationalismes et société au Québec*, Outremont, Athéna, 2005, 232 p.

Tiré d'une thèse de doctorat codirigée par le sociologue Jules Duchastel à l'Université du Québec à Montréal, avec lequel il a plus tard dirigé deux ouvrages collectifs (2003, 2004), *Nationalismes et société au Québec* est un petit livre aux grandes ambitions. Dans le bref espace de trois chapitres de quelque 150 pages (le reste du livre consiste surtout en cartouches explicatives), l'auteur livre une « histoire des nationalismes au Québec » depuis 1760 jusqu'à 2001 (p. 201). Cette histoire met « en parallèle l'évolution de la société au Québec » (p. 2), c'est-à-dire son développement politique, institutionnel, économique, démographique et socioculturel (ch. 1 et 2), avec les trois nationalismes qui se sont manifestés en son sein, le nationalisme canadien (1760 à 1840), le nationalisme canadien-français (1840 à 1960), et le nationalisme québécois (1960-2001) (ch. 3).

Les deux premiers chapitres ne sont, en effet, que de longues introductions au contexte historique dans lesquels, l'auteur l'avoue, les contraintes de la synthèse historique l'obligent à simplifier (p. 138). Malheureusement, ces deux chapitres ne sont pas rédigés à la manière de l'École des *Annales*, comme le voudrait Canet (p. 83), mais plutôt selon le schéma d'un modèle universalisant qui, seul, expliquerait le développement d'une société. En effet, si l'on simplifie trop, on risque, sans s'en rendre compte, d'utiliser des formules interprétatives représentant des valeurs éthiques, plutôt que d'énumérer les éléments apparemment objectifs du discours historiographique. Voilà donc le « système politique ambigu » instauré par Whitehall au lendemain de la cession (p. 33) ; une législature qui « ne pouvait qu'être source de tension » (p. 35) ; « un exécutif non responsable... source de conflit potentiel » (p. 44) ; la libre circulation des marchandises interprétée comme élément positif (p. 48), bien que plus tard l'« interventionnisme étatique » dans l'économie soit défini comme « fécond » (p. 125) ; un Québec qui en 1850 n'a « pas encore trouvé son créneau » (p. 90) ; l'économie ontarienne expliquée par rapport à

l'exportation de ses produits de base (p. 86, 90) ; et finalement une Église catholique, élément négatif tout court, qui cherche à « s'emparer de la mission éducative » (p. 111). Quant à nos jours, voici une Charte canadienne des droits et des libertés qui limiterait la dictature de la majorité (donc le Canada aurait été une dictature pendant un siècle ?) (p. 67) ; le « mal chronique qui ronge les démocraties occidentales, le désengagement politique des citoyens » (ce que au contraire plusieurs politicologues interprètent comme un signe positif du système étatique libéral) (p. 69) ; et une discussion de l'ALÉNA, que l'auteur de toute évidence n'aime pas, qui se base sur une seule communication, qui en plus n'a jamais été publiée (p. 105, 118).

Le lecteur est donc avisé de ne pas utiliser les deux premiers chapitres comme contexte historique porté à justification de la thèse du troisième chapitre, celui qui de toute évidence constitue le champ d'analyse véritable de Canet. Le dernier chapitre porte donc « sur les trois différentes formulations de l'identité nationale » (p. 128) qui se sont succédé, à l'intérieur de la province de Québec, entre 1760 et 2001. Canet procède de façon très pédagogique d'un sujet à l'autre, explique bien ses procédés méthodologiques, et s'attarde sur les définitions des concepts de nationalisme (p. 130), de citoyenneté (p. 192-194, 205), et de nation (p. 14-15, 192-193, 220). Ni à propos de ces concepts, ni dans ses conclusions générales, Canet paraît suggérer des innovations par rapport à la communauté des chercheurs québécois, au moins ceux qu'il mentionne. Selon lui, le nationalisme québécois se situerait à mi-chemin entre ses deux prédécesseurs, l'un inclusif (le nationalisme canadien) et l'autre exclusif (le nationalisme canadien-français), parce qu'il se présenterait « sous une forme politique et inclusive », voire avec « un projet émancipateur orienté vers l'appropriation du pouvoir étatique pour un peuple majoritaire sur un territoire spécifique, le Québec » (p. 200).

L'auteur de ce compte rendu se demande, pourtant, si une analyse se limitant strictement au Québec serait encore capable d'arriver à des conclusions plus originales, innovatrices et intéressantes, pour ne rien dire de leur utilité pour le discours politique. Cela fait maintenant au moins toute une génération que les intellectuels québécois s'interrogent sur leur mémoire, leur présent et leur destin. Canet mentionne un certain nombre de collectivités étrangères au tout début de son ouvrage (p. 17), mais il s'arrête là. Plus tard, il écrit que ce furent l'« urbanisation, l'industrialisation, la scolarisation, les technologies d'information et de communication qui permirent le passage du Québec à l'époque du village global, « comme dans toutes les sociétés occidentales » (p. 128). Mais cela ne fut-il pas le cas de tout pays ? Quelle fut donc l'originalité de l'expérience québécoise ? Sans regarder à l'extérieur de l'expérience de leur province, tout en se limitant pourtant au monde occidental, c'est-à-dire sans comparer l'expérience du Québec par exemple au régionalisme américain, à l'expérience ibérique, à celle de l'Océanie, ou, sans beaucoup s'éloigner de chez soi, à celle du Nouveau-Brunswick, peut-on encore espérer atteindre un plus haut niveau d'analyse scientifique et d'originalité intellectuelle ?

Un mot final sur des questions plus strictement éditoriales. Les Éditions Athéna doivent être félicitées pour l'absence presque totale de fautes typographiques (j'en ai compté deux, dont une est le nom de famille de La Bolduc

– Travers, et non pas « Trevers ») (p. 123). Par ailleurs, la maison d'édition est invitée à différencier davantage les caractères des dizaines de titres et sous-titres des chapitres et sous-chapitres ou bien à diminuer leur nombre, et en même temps à éviter l'utilisation des caractères gras et italiques. Loin de mieux structurer l'ouvrage, tout cela est une source de désordre typographique.

Luca CODIGNOLA

Université de Gênes.

Jean MORENCY, Hélène DESTREMPES, Denise MERKLE et Martin PÂQUET (dirs), *Des cultures en contact. Visions de l'Amérique du Nord francophone*, Québec, Nota bene, 2005, 552 p. (Terre américaine.)

Une même interrogation parcourt ce gros ouvrage sur les contacts entre cultures au sein des minorités francophones en Amérique du Nord, qui rassemble les textes présentés lors d'un colloque à l'Université de Moncton : comment les minorités nationales francophones vivent-elles le rapport avec l'autre ? Les nations – et à plus forte raison les minorités nationales – ont-elles encore la capacité normative de définir le monde, d'élaborer ce que Jean Morency et ses collaborateurs appellent « le capital symbolique des nations » ? L'introduction résume bien en sept pages non seulement l'argument central qui parcourt ce gros ouvrage mais aussi l'essentiel des intentions des auteurs des 30 chapitres qu'il comprend.

Le rapport avec l'autre, ou encore le contact interculturel dont il est question dans ce livre, est double. Les minorités nationales francophones – à ne pas confondre avec des groupes ethniques – s'inscrivent d'abord dans un ensemble plus vaste avec lequel elles doivent composer. Ce fut le cas pour les petits Canadas de la Nouvelle-Angleterre et pour les communautés acadiennes de la dispersion, sans oublier les communautés franco-canadiennes qui ont pris un vigoureux virage communautariste dans la foulée du fractionnement du Canada français. Mais les minorités nationales francophones sont maintenant confrontées à une autre facette de l'altérité, celle qui prend place en leur sein propre. Elles sont en effet elles-mêmes nourries et façonnées par des apports culturels divers. Les minorités francophones ont toujours assimilé et intégré des nouveaux venus, mais ces derniers se fondaient dans le groupement plutôt que d'affirmer leurs différences. Les choses changent cependant et le contact entre les cultures modifie la donne au cœur même des minorités, comme c'est aussi le cas au sein des majorités ou des ensembles plus vastes.

Le contact interculturel est donc à la fois endogène et exogène, interne et externe ; les chapitres qui composent l'ouvrage l'abordent sous ces deux angles. Cette distinction n'est pas toujours clairement posée dans le livre, mais elle est sous-jacente dans les diverses contributions. Air du temps oblige, c'est le second aspect de la question – penser le contact culturel *au sein* de la minorité nationale – qui